

## APRÈS LES GRAVES TENSIONS ET LES BLOCAGES DE ROUTES À BÉJAÏA

# Le syndicat des transporteurs «gèle» sa décision d'augmenter les prix

**Tout en assurant les transporteurs de son «soutien», le premier responsable de la wilaya s'est engagé à tenir des réunions de dialogue et de concertation avec les opérateurs dans le transport des voyageurs pour tenter de «trouver des solutions».**

Après les graves tensions qu'ont connues plusieurs localités de la wilaya de Béjaïa le début du mois courant consécutives, pour rappel, à la hausse des prix des tickets de transport marquées par de violentes manifestations et la fermeture de plusieurs axes routiers à la circulation automobile, le syndicat des transporteurs de voyageurs affilié à l'UGTA vient d'annoncer le «gel» de sa décision

d'augmentation pour «apaiser les esprits et favoriser le retour au calme dans la wilaya», a déclaré M. Boucherit.

La décision du «gel» de la hausse des prix de 5 DA sur l'ensemble des lignes de transport de la wilaya de Béjaïa intervient suite à une réunion ayant regroupé les deux syndicats du secteur, à savoir l'Unat et l'UGCAA, ainsi que le directeur des transports et du

chef du cabinet du wali de Béjaïa dans la matinée d'hier au siège de la wilaya.

Dans un appel à travers les ondes de la radio locale, Ferhat Hamid, président de l'APW, a pour sa part appelé les transporteurs de voyageurs à la «à la sagesse et la raison» pour «geler» leur décision d'augmenter les tarifs.

«Maintenir cette décision de hausse du prix dans le secteur du transport des voyageurs risque d'engendrer de graves conséquences sur la stabilité et le développement de notre wilaya. Surseoir à cette mesure d'augmentation est une nécessité abso-

lue», a averti M. Ferhat Hamid. Tout en assurant les transporteurs de son «soutien», le premier responsable de la wilaya s'est engagé à tenir des réunions de dialogue et de concertation avec les opérateurs dans le transport des voyageurs pour tenter de «trouver des solutions».

«La concertation et le dialogue doivent être de mise en permanence entre nous jusqu'à ce qu'on trouve ensemble la meilleure solution dans l'intérêt de notre population et garantir la stabilité de notre région», a déclaré le P/ APW, Ferhat Hamid.

A. Kersani

## DÉCLENCHEMENT DU PLAN ORSEC EN CAS DE CATASTROPHE

# Les spécialistes soulignent l'importance d'une intervention coordonnée

**Comment améliorer la coordination entre les intervenants lors des catastrophes et définir le domaine d'intervention de chaque partie concernée par l'aide sur le terrain sont les thèmes des interventions animées hier par les spécialistes des secteurs qui se retrouvent aux premières lignes en cas de catastrophe et de déclenchement du plan Orsec**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - La rencontre, organisée par le Croissant-Rouge algérien, et qui cible en premier lieu l'organisation des secours, a permis aux spécialistes et professionnels présents de débattre de la thématique, du cadre législatif et de la mission de chaque partenaire lors du déclenchement du plan Orsec dans une situation d'urgence.

«Il s'agit de discuter des difficultés rencontrées sur le terrain et vécues lors des catastrophes que

nous avons vécues en vue d'améliorer la coordination des interventions en cas de désastre», a déclaré M. Khoudmi, chargé du programme secours et secouristes au sein du Croissant-Rouge algérien, citant le tremblement de terre de Boumerdès en 2003 et les inondations de la capitale en 2001.

L'intervenant notera en outre que le plan d'action du Croissant-Rouge concerne notamment la réduction du risque catastrophe et l'intervention lors du plan Orsec. Pour le

premier, le Croissant-Rouge a signé un protocole l'astreignant à agir pour la réduction du risque catastrophe.

A cet effet, le CRA œuvre à faire participer la population à travers des opérations de sensibilisation et d'information en vue de préparer le citoyen à gérer ses réactions notamment avant, pendant et après un tremblement de terre.

Pour sa part, le représentant des services de la santé militaire attirera l'attention sur l'importance des postes médicaux avancés notant que «les services de santé ne doivent pas attendre les blessés aux portes des services des urgences des hôpitaux mais aller vers eux». Et de souligner, par ailleurs, l'importance de la

prise en charge psychologique en cas de catastrophe.

Les intervenants mettront, aussi, en évidence le fait que la Protection civile prend en charge plusieurs missions à la fois en cas de catastrophe, alors que l'implication de beaucoup de secteurs est nécessaire et permet de sauver des vies. «Les autorités doivent donner plus de moyens à la Protection civile et adapter les différents secteurs aux situations d'intervention d'urgence.

A titre d'exemple, les travaux publics doivent prendre en charge le volet déblaiement et laisser la Protection civile prendre en charge d'autres tâches plus proches de sa mission qui est de sauver des vies», a déclaré un inter-

venant. Le professeur Guerinik, représentant du secteur de la santé, est revenu sur les textes de loi relatifs au déclenchement du plan Orsec en précisant qu'ils sont suffisants pour ces situations exceptionnelles bien que celles-ci relèvent, selon le spécialiste, du ministère de l'Intérieur.

«La nouvelle loi de 2004, outre les deux décrets de 1985, constitue un arsenal juridique suffisant. Ceci bien que la nouvelle loi ait apporté du nouveau avec la notion d'intervention nationale et de zones inter-wilayas. Comme elle a apporté des définitions claires et des sanctions. Avant, on ne parlait que de wilayas et communes», a déclaré le professeur Guerinik.

F. -Z. B.

# Université : l'ambition de Harraoubia

**«Hisser l'université algérienne au rang des universités mondiales», c'est ce qu'ambitionne Rachid Haraoubia pour la prochaine rentrée universitaire.**

**Wassila Z. - Alger (Le Soir)** - Disponibilité de places pédagogiques, gestion rigoureuse, valorisation des ressources humaines sont, entre autres, les objectifs fixés par le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le ministre promet une rentrée universitaire des plus réussies. Invité au forum hebdomadaire de la télévision, M. Haraoubia a réitéré que les établissements universitaires «sont entièrement prêts à accueillir l'ensemble des nouveaux bacheliers, quel qu'en soit le nombre». Ainsi, il n'y aurait pas de problème de disponibilité des places pédagogiques, puisque les infrastructures existantes et celles qui seront réceptionnées répondent largement aux exigences. Le ministre a rassuré «qu'aucun

retard ne sera enregistré» dans la réception des infrastructures universitaires prévues dans le programme quinquennal. Il expliquera, toutefois, que la hausse des prix des matériaux de construction n'affectera pas l'avancement des travaux, d'autant plus que «la plupart de ces infrastructures ont été lancées durant les premières années de la réforme».

S'agissant de l'amélioration des œuvres universitaires, Harouabia a souligné que la bourse universitaire ne devrait pas être dissociée des autres aspects de la prise en charge des étudiants. Une prise en charge qui coûterait «cher» à l'Etat. Le dispositif des bourses, qui touche près de la moitié des étudiants, représente annuellement pour l'Etat un effort d'environ «190 000DA par étudiant». Ce

budget «englobe les volets pédagogique et social, ce que même certains pays développés n'arrivent pas à offrir», estime M. Haraoubia. En mettant l'accent sur le renouvellement de diverses procédures et des programmes, le ministre mise sur un enseignement de qualité.

Partant du constat qu'une grande partie des enjeux de nos sociétés se situe aujourd'hui à la croisée des savoirs, le ministre a pris l'option de favoriser une dynamique pluridisciplinaire tant au sein de la recherche que de l'enseignement. Mais également en insistant sur la valorisation des ressources humaines, en favorisant la formation et l'encadrement et surtout en améliorant les conditions de travail des enseignants. Des dispositions censées pouvoir «limiter» la fuite des cerveaux. Abordant le sujet des compensations, dont le taux sera fixé par une

commission mixte, le ministre l'a qualifié «d'acquis» réalisé par le secteur et les représentations syndicales à travers les statuts particuliers déjà en vigueur. Dans l'optique d'une gestion plus responsable, le ministre a fait part de son ambition d'optimiser les moyens administratifs.

Au sujet du système LMD, le ministre a affirmé, encore une fois, que le diplôme est reconnu à l'étranger. Ce système tend à améliorer l'efficacité des premières années de l'enseignement supérieur en permettant de généraliser les passerelles entre formation générale et professionnelle.

Cependant, l'université désireuse d'offrir une formation de qualité, adaptée aux besoins de ses étudiants et de la société au sein de laquelle ils évoluent, attend de voir concrétisées les promesses du ministre.

W. Z.

## EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

# Le groupe Vitajus lauréat du trophée 2008

Le groupe industriel privé Vitajus a été récompensé, samedi soir à l'hôtel El-Aurassi, en présence du ministre du Commerce, El Hachemi Djaâbou, par le trophée Export 2008 du meilleur exportateur hors hydrocarbures.

Un trophée que le World Trade Center Algeria (WTCA) décerne chaque année depuis 2003. Deux prix d'encouragement à l'export ont également été décernés au groupe IMC (Industries médicochirurgicales) et à la Sarl Abbabou (électronique). Un prix spécial du jury (composé du WTCA, la Direction générale des douanes, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), l'Association nationale des exportateurs algériens et le Forum des chefs d'entreprises) a été attribué au groupe Michelin Algérie (fabrication de pneus).

Le prix Primo export du premier exportateur a eu comme récipiendaire la société General Plast (industrie plastique et profonds). Un prix initié par WTCA en collaboration avec le programme algéro-français de développement des exportations des petites et moyennes entreprises Optimex, qui sera lancé le 29 juin prochain. Deux prix d'honneur sectoriels (agriculture et pêche) ont été attribués aux sociétés Biodattes et Agromar. Des distinctions qui récompensent les entreprises algériennes exerçant dans les secteurs hors hydrocarbures pour leurs performances et démarche réfléchie et originale à l'export, cela dans le contexte où les exportations hors hydrocarbures viennent seulement de dépasser le 1 milliard de dollars (1,2 milliard de dollars en 2007).

Des exportations au volume insignifiant et qui ne couvrent même pas la facture d'importation de la poudre de lait (1,4 milliard de dollars en 2007) ou celle des médicaments (1,82 milliard de dollars). Une situation déplorable selon le ministre du Commerce qui a estimé que, faute de «professionnalisme» et de démarche à l'international d'entreprises, des produits agricoles et industriels éligibles à l'export demeurent cependant stockés, même si plusieurs sociétés privées à capitaux étrangers ont déjà commencé à exporter, selon le directeur général du WTCA, Ahmed Tibbou. Pour El-Hachemi Djaâbou, notre pays n'a exporté en 2007 que 14 000 tonnes de dattes de qualité Deglet Nour sur les 200 000 tonnes qui sont produites.

Invitant les entreprises à améliorer la qualité et la compétitivité à l'international de leurs produits, le ministre du Commerce a rappelé l'éventail de mesures développées par son département pour soutenir les exportations hors hydrocarbures, en citant notamment la mise en place de l'Algex, de la Maison de l'exportateur, la refonte du Fonds spécial de promotion des exportations (FSPE).

C. B.